

POUVOIR ADJUDICATEUR



EPAGE SEQUANA

21 Boulevard Gustave Morizot
21400 CHATILLON-SUR-SEINE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**AMENAGEMENTS HYDROGEOMORPHOLOGIQUES, PAYSAGERS
ET PEDAGOGIQUES ASSOCIES A LA CREATION D'UNE ZONE
D'EXPANSION DE CRUES ET A LA REVITALISATION DE LA SEINE ET
DE LA DOUX A CHATILLON-SUR-SEINE (21)**


LOT 1 – TRAVAUX HYDRAULIQUES ET HYDROMORPHOLOGIQUES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C.)

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

VENDREDI 06 FEVRIER 2026 À 12H00

 21, Avenue Albert Camus 21000 DIJON Tél : 03.80.78.95.50	N° Affaire	4163521					<u>Etabli par</u>	<u>Vérifié par</u>
	Date	Janvier 2026					QGN	MML
	Indice	A	B	C				

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition du marché.....	3
2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement	3
2.3 - Variantes	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Désignation de l'acheteur	4
3.2 - Représentant de l'acheteur	4
3.3 - Maîtrise d'œuvre	4
3.4 - Contrôle technique	4
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	4
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
5 - Contenu du dossier de consultation	5
5.1 – Contenu du DCE	5
5.2 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	5
6.1 - Documents à produire	5
6.2 - Visite sur site.....	7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique.....	8
7.2 - Transmission sous support papier	8
8 - Examen des candidatures et des offres	8
8.1 – Sélection des candidatures	8
8.2 – Jugement des offres	9
8.3 - Négociation	10
8.4 - Suites à donner à la consultation.....	10
9 – Procédures de recours	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne le marché de travaux suivant :

**AMENAGEMENTS HYDROGEOMORPHOLOGIQUES, PAYSAGERS ET PEDAGOGIQUES ASSOCIES A LA
CREATION D'UNE ZONE D'EXPANSION DE CRUES ET A LA REVITALISATION DE LA SEINE ET DE LA
DOUUX A CHATILLON-SUR-SEINE (21)**
LOT 1 – TRAVAUX HYDRAULIQUES ET HYDROMORPHOLOGIQUES

Lieu(x) d'exécution :

Communes de Châtillon-sur-Seine (21400), au niveau du site Lemoine.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la **procédure adaptée**.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire unique, non fractionné.

1.4 - Décomposition du marché

Le marché est alloté en deux lots distincts :

- Lot 1 : Travaux hydrauliques et hydromorphologiques ;
- Lot 2 : Travaux paysagers et pédagogiques.
- Le Lot 2 intervient après la fin de la réalisation du Lot 1. Le présent règlement de consultation ne concerne que le lot 1 – Travaux hydrauliques et morphologiques.

Le marché est constitué d'une tranche ferme uniquement.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les formes souhaitées par le pouvoir adjudicateur sont un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La nature, l'organisation et le phasage des travaux imposent la solidarité du mandataire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

1. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme à la solution de base.
2. Conformément à l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes facultatives ne sont pas autorisées. Les candidats doivent par conséquent répondre à ce marché en respectant les éléments de conception constitutifs du présent DCE.
3. Il n'y a pas de variante imposée (ex PSE).

3 - Les intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

EPAGE SEQUANA
21 Boulevard Gustave Morizot
21400 CHATILLON-SUR-SEINE

3.2 - Représentant de l'acheteur

Monsieur le Président de l'EPAGE Sequana.

3.3 - Maîtrise d'œuvre

ARTELIA
Agence Bourgogne & Franche-Comté
21, Avenue Albert Camus
21000 DIJON
Représenté par : Mathieu MARECHAL

3.4 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu par la maîtrise d'ouvrage pour cette opération.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de catégorie 3 sera assurée par la société PROSECO, représenté par Xavier LARTOT.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

5.1 – Contenu du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Pièce 0 – Le règlement de la consultation (RC)
- Pièce 1 – L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Pièce 2 – Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Pièce 3 – Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Pièce 4 – Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Pièce 5 – Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Il est remis gratuitement à chaque candidat et accessible via la plateforme www.ternum-bfc.fr.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.2 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire d'ordre administratif ou technique concernant cette consultation, les candidats pourront transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

Les candidats devront poser leurs questions, par voie écrite uniquement, au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours ouvrés au plus tard avant la date limite de remise des offres.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité d'exécution des travaux	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Liste des travaux de même nature exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du présent marché de travaux	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificats de Qualifications Professionnelles : La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Pièce n°1 - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Pièce n°2 - Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Pièce n°3 - Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Pièce n°4 - Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat conformément au cadre de réponse imposé.	Non
Pièce n°5 – Attestation de visite obligatoire	Oui

Cadre du mémoire technique :

Il est attendu que le mémoire technique soit structuré et organisé en sections correspondant aux critères de jugement technique. Par conséquent, les sections successives suivantes sont attendues :

<i>Section 1 - Présentation des procédés et méthodes d'exécution</i>
<i>Section 2 - Présentation des moyens (humains/matériels) d'exécution</i>
<i>Section 3 - Présentation du phasage et planning prévisionnel d'exécution</i>
<i>Section 4 - Présentation des dispositions environnementales</i>
<i>Section 5 - Présentation des dispositions en matière de sécurité</i>

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visite sur site

Une visite sur site est **obligatoire**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

- Visites programmées **le lundi 19 janvier 2026 ou le lundi 26 janvier 2026 à 14h00 sur site.**
- Inscription préalable par courriel auprès du représentant du maître d'ouvrage (solene.briet@syndicatsequana.fr), avec copie maître d'œuvre (mathieu.marechal@arteliagroup.com) au minimum 48h avant la visite.

A la signature des pièces du marché, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux, des conditions d'intervention et de l'ensemble des difficultés de chantier (accès, stockage, contraintes diverses...).

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.ternum-bfc.fr>.

La date limite de remise des offres est fixée au vendredi 06 février 2026 à 12h00.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : XLS 2000, DOC 2000, PDF, DXF/DWG 2002, JPG, BMP, PPT...

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. **Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours ouvrés.

Tout cotraitant ou sous-traitant devra fournir les mêmes pièces que le candidat dans son dossier de candidature.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le pouvoir adjudicateur peut examiner les offres avant la candidature, dans les conditions prévues à l'article R2161-4 du Code de la Commande publique.

8.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, aux conditions suivantes :

- (1) qu'elle ne soit pas anormalement basse ;
- (2) que le mémoire technique (et ses annexes) ainsi que le bordereau des prix unitaires ne soient pas absents.

L'offre sera rejetée (et donc non analysée) dans les cas suivants :

- Absence d'acte d'engagement ;
- Absence de bordereau des prix ;
- Absence du mémoire technique.

Les critères retenus pour le jugement des offres jugées régulières sont notés et pondérés de la manière suivante :

Critères (et sous-critères)	Notation (pts)
1-Valeur technique	60 pts
1.1-Qualité des procédés et méthodes d'exécution	20 pts
1.2-Qualité des moyens (humains/matériels) d'exécution mis à disposition du chantier	14 pts
1.3-Phasage et planning prévisionnel d'exécution	10 pts
1.4-Qualité des dispositions environnementales mises en œuvre sur ce chantier	10 pts
1.5-Qualité des dispositions en matière de sécurité mises en œuvre sur ce chantier	6 pts
2-Prix des prestations <u>Offre la moins-disante</u> : 40 points (note maximale) <u>Autres offres</u> : Note de l'offre $M = 40 \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre } M)$.	40 pts

Les notes suivant les deux critères seront additionnées pour obtenir une note globale sur 100. L'entreprise qui aura obtenu le maximum de points sera classée première.

En cas d'égalité entre les candidats, celui ayant obtenu la meilleure note technique sera retenu.

Les prix sont détaillés au moyen du bordereau des prix unitaires, reportés au détail quantitatif estimatif.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées, et c'est bien le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'opérateur économique concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

Lors de l'examen des offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

8.3 - Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les trois (3) candidats dont les offres seront les mieux classées en application des critères définis au présent règlement de Consultation, et qui pourront se dérouler par phases successives. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

8.4 - Suites à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations définis aux articles R. 2143-3 et R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours ouvrés.

9 – Procédures de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.